

COMMUNE DE MENDE

**OBJET :**  
**Examen et**  
**vote du**  
**compte**  
**administratif**  
**2023 –**  
**Budget**  
**annexe Cité**  
**Administrative**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance Publique du 3 Avril 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le trois du mois d'avril, le Conseil Municipal de MENDE s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Laurent SUAU, Maire, en session ordinaire suivant convocations faites régulièrement.

**Etaient présents** : Madame Régine BOURGADE, Monsieur Jean-François BERENGUEL, Madame Françoise AMARGER-BRAJON, Monsieur Vincent MARTIN, Madame Elizabeth MINET-TRENEULE, Monsieur François ROBIN, Monsieur Alain COMBES, Adjoint, Monsieur Raoul DALLE, Madame Ghaliya THAMI, Monsieur Francisco SILVANO, Madame Patricia ROUSSON, Monsieur Nicolas TROTOUIN, Monsieur Philippe TORRES, Madame Catherine THUIN, Monsieur Thierry JACQUES, Monsieur Christophe LACAS, Madame Stéphanie MAURIN, Monsieur Aurélien VAN DE VOORDE, Madame Sonia NUNES VAZ, Madame Valérie TREMOLIERES, Madame Betty ZAMPIELLO, Monsieur Philippe POUGET, Madame Emmanuelle SOULIER, Madame Fabienne HIERLE, Monsieur Jérémy BRINGER, Madame Michelle JACQUES, Conseillers Municipaux.

Nombre de  
Conseillers  
Municipaux :  
▪ en exercice : 33  
▪ présents à la  
séance : 26  
▪ représentés : 6  
▪ absent : 1

Date de l'envoi et  
de l'affichage de  
la convocation :  
**26 mars 2024**

**Par procuration** : Madame Aurélie MAILLOLS (Madame Françoise AMARGER-BRAJON), Madame Marie PAOLI (Madame Elizabeth MINET-TRENEULE), Adjoint, Monsieur Nicolas ROUSSON (Monsieur Jean-François BERENGUEL), Monsieur Francis DURSAPT (Monsieur Aurélien VAN DE VOORDE), Monsieur Bruno PORTAL (Madame Emmanuelle SOULIER), Monsieur Karim ABED (Monsieur Jérémy BRINGER), Conseillers Municipaux.

**Absent** : Monsieur Laurent SUAU, Maire.

Date de  
l'affichage à la  
porte de la Mairie  
et publication sur  
le site internet :  
18/04/2024

Il a été, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé immédiatement à la nomination d'un secrétaire, pris dans le sein du Conseil, Madame Régine BOURGADE, Adjointe, ayant été désignée pour remplir ces fonctions, les a acceptées. Monsieur le Maire a ouvert la séance.

Monsieur Alain COMBES, Adjoint, expose :

Le Conseil Municipal,

Indiquer si le  
Conseil a décidé  
de se former en  
comité secret :  
Non

- ◆ **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31,
- ◆ **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 06/04/2023 adoptant le budget primitif du budget annexe Cité administrative de l'exercice 2023,
- ◆ **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 11/07/2023 adoptant Décision Modificative N°1 du budget annexe Cité administrative de l'exercice 2023,
- ◆ **VU** le compte administratif de l'exercice 2023 du Budget annexe Cité administrative dont les résultats globaux s'établissent ainsi qu'il suit :

## Cité Administrative

		Investissement	Exploitation
RESULTATS ANTERIEURS		-187 671,76	460 489,63
RECETTES	Réalisations	188 461,76	557 648,79
	RàR		
DEPENSES	Réalisations	190 606,43	340 227,88
	RàR		
RESULTATS DE CLOTURE DE L'EXERCICE	Réalisations	-2 144,67	217 420,91
	Compte tenu des R à R	-2 144,67	217 420,91
RESULTATS CUMULES DE L'EXERCICE	Réalisations	-189 816,43	677 910,54
	Compte tenu des R à R	-189 816,43	677 910,54
		<b>488 094,11</b>	

- ◆ Considérant que ce compte administratif est strictement conforme à la balance fournie par le Trésorier Municipal,
- ◆ Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, Monsieur Alain COMBES,
- ◆ Hors la présence du Maire, le Conseil Municipal siégeant sous la présidence de Madame Régine BOURGADE, Adjointe,

Après en avoir délibéré, et avec 25 voix pour, 3 absentions et 4 voix contre **APPROUVE** le compte administratif du budget annexe Cité administrative de l'exercice 2023.

#signature2#

Pour extrait conforme,  
Fait à Mende,  
Le Maire,  
Laurent SUAU

#signature1#

a présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative.  
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)